

Maroc-France

50 ans de migration et plus...

Le colloque scientifique sur «l'immigration marocaine en France entre histoire et avenir» a permis aux intervenants de passer en revue l'immigration marocaine en France depuis plusieurs générations.



«L'immigration marocaine en France entre histoire et avenir» est le thème du colloque scientifique qui a été organisé, vendredi 15 novembre 2013 à la Bibliothèque Nationale du Royaume du Maroc (BNRM) à Rabat, par le Conseil de la Communauté Marocaine à l'étranger (CCME) et l'ambassade de France à Rabat, à l'occasion du 50ème anniversaire de l'accord franco-marocain de main-d'œuvre signé en 1963.

Une relation d'exception

Le colloque, auquel ont participé des chercheurs français et marocains, s'est fixé pour objectif de montrer la densité des échanges humains (militaires, ouvriers, cadres, étudiants, artistes, etc) et les multiples imbrications entre Rabat et Paris que lient une relation d'exception et une histoire commune. L'autre objectif de cette rencontre a été de rappeler l'histoire et d'aborder collectivement le présent et l'avenir en considérant la jeunesse et sa double appartenance comme un atout de partage.

Plus d'un siècle d'immigration

Le colloque s'est décliné en quatre axes couvrant plus d'un siècle d'immigration, à savoir l'immigration militaire pendant les deux conflits mondiaux et coloniaux du 20ème siècle, la deuxième vague économique des «Trente Glorieuses», les dynamiques d'enracinement avec l'essor du regroupement familial et l'histoire culturelle des migrants et de leurs descendants.

Intervenant à l'ouverture de ce colloque scientifique, Anis Birou, ministre chargé des Marocains résidant à l'étranger et des Affaires de la migration, a tenu à saluer la génération première qui, a-t-il affirmé, «a affronté les affres de l'expatriation, défié les écueils linguistiques, culturels et naturels et supporté vaillamment la pénibilité du travail dans les mines, les usines et les champs pour contribuer, à la force des bras, à la renaissance française actuelle». Le ministre a rappelé à cette occasion que la communauté marocaine dans l'Hexagone est l'une des plus dynamiques et des mieux intégrées, forte de près d'un million et demi de personnes en comptabilisant les naturalisés. «Des marocains qui interviennent comme acteurs du progrès de la France et comme →

Actualité

→ contributeurs au développement du Maroc», a-t-il souligné. M. Birou n'a pas manqué de préciser qu'après la main-d'œuvre, la France connaît l'afflux de hauts diplômés marocains attirés par les opportunités du marché de l'emploi et de l'économie française. C'est une nouvelle tendance, a dit le ministre marocain, qui fait partie d'un processus inéluctable découlant de la mondialisation de l'économie et de la libre circulation des biens, des services et des personnes.

Le Maroc, pays de résidence

Anis Birou, n'oubliant pas qu'il est aussi ministre des Affaires de la migration, a réservé une partie non négligeable de son allocution à l'initiative royale de régularisation des migrants et réfugiés dans le Royaume, mettant l'accent sur le fait que le Maroc est devenu, depuis plusieurs années, non seulement un pays émetteur ou de passage pour la migration, mais aussi un pays de résidence de plusieurs communautés attirées par la douceur de vivre et la généreuse hospitalité ou contraintes de s'expatrier à cause des conditions économiques difficiles dans leur pays d'origine.

Un dossier sensible

Pour sa part, l'ambassadeur de France au Maroc, Charles Fries, a évoqué dans son intervention l'apport constructif et le rôle positif des Marocains et des Marocaines dans la consolidation des liens d'amitié et de coopération entre le Maroc et la France. Il a également reconnu le rôle de l'émigration marocaine dans l'essor que connaît aujourd'hui son pays. Pour l'ambassadeur, le dossier de l'immigration marocaine en France, qui a connu un âge d'or, est devenu très sensible. Pour Charles Fries, il importe de faire preuve de responsabilité et d'ouverture pour débattre de ce sujet et chercher un style de vie commun au sein de la société française. C'est, de l'avis du diplomate français, l'unique solution.

Pour sa part, Abdallah Boussouf, secrétaire général du Conseil de la communauté marocaine à l'étranger, a critiqué sévèrement le débat actuel en France sur la migration et l'intégration des étrangers■

Mohammed Nafaa